

40^E JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES

CAHIER THÉMATIQUE H • LE DEVOIR, LES SAMEDI 4 ET DIMANCHE 5 MARS 2017



Conciliation travail-famille-études
Le gouvernement doit envoyer un signal clair *Page H 3*



Contre le décrochage scolaire des filles
Page H 6



DARRYL DYCK LA PRESSE CANADIENNE

Une femme crie devant l'hôtel et la tour Trump en construction lors de la Marche des femmes, en janvier dernier à Vancouver.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Une nouvelle présidente engagée

Déjà, lorsqu'elle faisait son droit après un premier baccalauréat en relations industrielles, Louise Cordeau savait qu'elle ne passerait pas sa vie comme associée dans un grand cabinet d'avocats. Elle avait envie d'occuper des postes de gestion et de s'impliquer dans la société. Si l'ancienne éditrice et chef de la direction du *Journal de Québec* n'avait jamais pensé devenir présidente du Conseil du statut de la femme, poste qu'elle occupe depuis le 6 février, elle constate aujourd'hui que son parcours rempli d'expériences variées lui sera

fort utile.
MARTINE LETARTE
Collaboration spéciale

« *J* e me suis toujours impliquée partout, j'ai été représentante de ma classe pratique de la première année à la fin de l'université, affirme-t-elle. *Toute mon enfance, la politique, les valeurs démocratiques, le travail parlementaire et l'engagement communautaire* faisaient partie de la vie et des discussions. »

Louise Cordeau voyait sa mère, Yvette Perreault, préparer deux fois par semaine des repas pour les plus démunis du coin. Quant à son père, Fabien Cordeau, il a été conseiller municipal à Saint-Hyacinthe plusieurs années, puis député de l'Union nationale.

« *J'étais à l'Université Laval à l'époque et je partageais l'appartement avec mon père les jours qu'il devait être à Québec* », raconte celle qui a été à cette époque duchesse du Carnaval de Québec.

Pratique du droit et engagement

Louise Cordeau s'est toujours fait dire par ses parents qu'elle serait capable de tout. Elle les a pris au mot.

Après avoir fait provoquer son accouchement entre deux examens du Barreau, Louise Cordeau s'est associée avec son frère pour ouvrir son bureau d'avocats à Saint-Hyacinthe. Elle a fait du droit du travail, du droit matrimonial et de la responsabilité professionnelle.

Elle a continué à s'engager, notamment comme présidente de l'Association des avocats et des avocates du district de Saint-Hyacinthe et comme membre du Comité sur les femmes dans la profession du Barreau du Québec. Elle a également été présidente de l'Association des femmes d'affaires de Saint-Hyacinthe.

Mère de deux filles, maintenant âgées de 29 et 31 ans, Louise Cordeau a de plus cofondé avec d'autres parents l'école primaire privée La Petite Académie qui est dans sa 26^e année de fonctionnement.

« *Je souhaitais une école différente pour nos filles, alors nous en avons inventé une* », indique-t-elle.

VOIR PAGE H 8 : PRÉSIDENTE



Louise Cordeau

FÉDÉRATION DES FEMMES DU QUÉBEC

L'égalité sans limites !

Cette année le Collectif 8 mars a proposé comme thème de la Journée internationale des femmes « L'égalité sans limites ». La présidente de la Fédération des femmes du Québec rappelle que la force du mouvement féministe est sa capacité à lutter.

MARIE-HÉLÈNE ALARIE
Collaboration spéciale

Mélanie Sarazin est une femme en lutte, à l'image de nombreuses autres. La présidente de la Fédération des femmes du Québec (FFQ) voit dans la thématique de la Journée des femmes 2017 une forme de contresens : « *L'égalité sans limites, nous, on la sent de plus en plus limitée...* »

Ici au Québec, c'est le Collectif 8 mars qui est responsable de l'organisation de la Journée. Ses membres sont issus de la FFQ, du comité condition féminine de la CSN, de la FTQ et de l'Intersyndicale des femmes (représentant les comités condition féminine de l'APTS, CSD, CSQ, FAE, FIQ, SFPQ, SPGQ). Comme Méla-

nie Sarazin l'explique, « *c'est en discutant, qu'on a tenté de dresser un bilan des dernières années en réalisant que non seulement il y a de moins en moins d'égalité, mais qu'en plus on voit les inégalités se creuser entre les femmes elles-mêmes. On considère qu'on assiste à un véritable recul* ». Le Collectif recense clairement les diverses raisons qui font en sorte qu'aujourd'hui, les femmes semblent s'éloigner d'une réelle égalité.

Les causes du recul

Si le régime d'austérité du gouvernement de Philippe Couillard a fait mal à de nombreux Québécois, les femmes elles, en ont été les doubles victimes : « *On sait que, dans les services publics, là où l'on a assisté à de nombreuses coupes, ce sont les femmes qui sont ma-*

oritairement travailleuses, et ce sont elles qui sont en grande partie les utilisatrices de ces services », précise la présidente. D'ailleurs, une étude de l'IRIS publiée en 2015 montre que les mesures d'austérité touchent surtout les femmes et qu'elles auront créé un fossé d'environ 7 milliards entre les hommes et ces dernières. Mais encore plus insidieux, ces mesures forment des inégalités entre les femmes elles-mêmes : « *Avec les mêmes diplômes et pour le même travail, le salaire d'une femme blanche sera en moyenne de 17% plus élevé que celui d'une femme de couleur*. »

On ajoute à cela les coupes dans le système de santé : d'abord, ce sont les femmes qui bénéficient de ces services, mais ce sont elles aussi qui sont surtout les proches aidantes : « *C'est la femme qui a la responsabilité "sociale" de la famille. En ce sens, son rôle est très important et, d'une certaine manière, c'est la femme*

VOIR PAGE H 2 : ÉGALITÉ

Petites histoires des luttes

Si 2017 marque la 40^e Journée internationale de la femme, les luttes féministes n'ont pas attendu 1977 pour être menées sur les continents américain et européen. En fait l'idée de consacrer une journée en l'honneur de la femme remonte au 28 février 1909, jour où est célébré le National Woman's Day à l'instigation du Parti socialiste d'Amérique. Puis, le 19 mars 1911, l'Internationale socialiste des femmes organise la première Journée internationale des femmes pour revendiquer le droit de vote des femmes et le droit au travail. S'en suivent chaque année des manifestations et des rassemblements.

En 1977, les Nations unies décrètent officiellement le 8 mars comme la Journée internationale des femmes, une journée pour les droits des femmes.

Cette année, il vaudra la peine de jeter un œil chez nos voisins américains où le 8 mars ne risque pas de passer inaperçu. En effet, l'organisation Women's March, qui avait organisé une manifestation à Washington ainsi que dans plusieurs grandes villes des États-Unis au lendemain de l'élection de Donald Trump, lance un appel à une grève générale, *A day without a woman*, ou la journée sans femmes. À suivre...

EMPLOIS DE QUALITÉ
+ ÉQUITÉ SALARIALE
+ FORMATION QUALIFIANTE
+ LOI-CADRE SUR LA
CONCILIATION FAMILLE-TRAVAIL
+ RETRAITES DÉCENTES

=

AUTONOMIE
FINANCIÈRE
DES FEMMES

=

égalité

FÉDÉRATION DES FEMMES DU QUÉBEC

L'égalité sans limites!

4 mars 2017 | Marie-Hélène Alarie - *Collaboration spéciale* | Actualités en société



Photo: Darryl Dyck La Presse canadienne

Une femme crie devant l'hôtel et la tour Trump en construction lors de la Marche des femmes, en janvier dernier à Vancouver.

Ce texte fait partie d'un cahier spécial.

Cette année, le Collectif 8 mars a proposé comme thème de la Journée internationale des femmes « L'égalité sans limites ». La présidente de la Fédération des femmes du Québec rappelle que la force du mouvement féministe est sa capacité à lutter.

Mélanie Sarazin est une femme en lutte, à l'image de nombreuses autres. La présidente de la Fédération des femmes du Québec (FFQ) voit dans la thématique de la Journée des femmes 2017 une forme de contresens : « *L'égalité sans limites, nous, on la sent de plus en plus limitée...* »

Ici au Québec, c'est le Collectif 8 mars qui est responsable de l'organisation de la Journée. Ses membres sont issus de la FFQ, du comité condition féminine de la CSN, de la FTQ et de l'Intersyndicale des femmes (représentant les comités condition féminine de l'APTS, CSD, CSQ, FAE, FIQ, SFPQ, SPGQ). Comme Mélanie Sarazin l'explique, « *c'est en discutant, qu'on a tenté de dresser un bilan des dernières années en réalisant que non seulement il y a de moins en moins d'égalité, mais qu'en plus on voit les inégalités se creuser entre les femmes elles-mêmes. On considère qu'on assiste à un véritable recul* ». Le Collectif recense clairement les diverses raisons qui font en sorte qu'aujourd'hui, les femmes semblent s'éloigner d'une réelle égalité.

Les causes du recul

Si le régime d'austérité du gouvernement de Philippe Couillard a fait mal à de nombreux Québécois, les femmes elles, en ont été les doubles victimes : « *On sait que, dans les services publics, là où l'on a assisté à de nombreuses coupes, ce sont les femmes qui sont majoritairement travailleuses, et ce sont elles qui sont en grande partie les utilisatrices de ces services* », précise la présidente. D'ailleurs, une étude de l'IRIS publiée en 2015 montre que les mesures d'austérité touchent surtout les femmes et qu'elles auront créé un fossé d'environ 7 milliards entre les hommes et ces dernières. Mais encore plus insidieux, ces mesures forment des inégalités entre les femmes elles-mêmes : « *Avec les mêmes diplômes et pour le même travail, le salaire d'une femme blanche sera en moyenne de 17 % plus élevé que celui d'une femme de couleur.* »

On ajoute à cela les coupes dans le système de santé : d'abord, ce sont les femmes qui bénéficient de ces services, mais ce sont elles aussi qui sont surtout les proches aidantes : « *C'est la femme qui a la responsabilité "sociale" de la famille. En ce sens, son rôle est très important et, d'une certaine manière, c'est la femme qui fait économiser le gouvernement et, pourtant, c'est elle qui s'appauvrit.* »

Ce qui a fait très mal aux femmes ces dernières années, c'est, comme l'appelle Mélanie Sarazin, le démantèlement du réseau des centres de la petite enfance : « *La FFQ vient tout juste de fêter son 50e anniversaire et, au départ, la plus grande revendication était d'obtenir un service de garderies gratuit pour les femmes. En 2017, on est toujours à militer pour ça... Des services qui sont de plus en plus privatisés.* »

Comme s'il était nécessaire d'en ajouter, la présidente mentionne le sous-financement des groupes qui viennent en aide aux femmes : « *Les besoins des femmes augmentent, mais le financement diminue.* » De manière très concrète, Mélanie Sarazin donne l'exemple de ce qui se produit régulièrement en région, où les CLSC possèdent des ressources limitées : « *Si une femme se présente avec des problèmes de santé mentale ou même dans des cas d'agression sexuelle, le CLSC, parce qu'il aura atteint son quota, dira ne pas pouvoir rien faire et la renverra au centre de femmes. Souvent là-bas, les travailleuses sont sous-financées et n'ont donc pas accès à la formation. Ce sont des cas où les femmes se retrouvent face à des travailleuses en surmenage, fatiguées, sous-payées et pas assez formées.* » Ce qu'on voit maintenant apparaître, ce sont des travailleuses qui partent et qui sont remplacées par de jeunes étudiantes avec peu d'expérience... « *Tout ça parce que le gouvernement a mis des quotas dans les CLSC et que la clinicienne en psychologie ne peut plus recevoir les femmes.* »

Pas d'égalité sans équité, pourrait-on affirmer. Et si tout le dossier de l'équité salariale préoccupe beaucoup la FFQ, parce qu'il est vrai que de nombreuses femmes n'ont toujours pas accès à cette équité, il y a aussi tout ce qui touche à l'égalité des femmes entre elles. Il est facile d'imaginer tous les problèmes que peut rencontrer une femme immigrante ou handicapée qui tente de trouver un travail : elle souffre presque toujours de discrimination, car « *il n'y a plus de mesure qui feraient en sorte que ces femmes-là puissent mieux s'intégrer* ». La stratégie gouvernementale en matière d'égalité n'est toujours pas annoncée alors que les femmes l'attendent depuis plus de deux ans. « *Déjà qu'il aura fallu deux ans pour obtenir celle contre les violences sexuelles...* » Mélanie Sarazin déplore aussi « *tout ce discours ambiant anti-immigration, islamophobe et contre les femmes qui portent le foulard* ».

La communauté féministe est en outre extrêmement déçue de tout ce qui se passe ou ne se passe pas dans le dossier des violences à l'encontre des femmes autochtones : « *Le gouvernement ne se responsabilise pas dans ce dossier-là ! Historiquement, il y a eu des promesses qui ne sont toujours pas tenues. La mobilisation va sûrement monter d'un cran dans les prochains mois.* »

Cette année, l'affiche qui fait la promotion de la journée du 8 mars porte le symbole ∞ : « *Il rappelle que les femmes sont toutes mobilisées et à l'infini...* » Mais peut-on se féliciter de certains acquis ou, au contraire, les femmes sont-elles vouées à lutter infiniment parce que tout est toujours à recommencer ? « *On est toujours*

mobilisées, mais la mobilisation est de plus en plus difficile, en particulier pour certains groupes de femmes. En général, les femmes seront toujours au-devant des luttes, elles l'ont toujours été et vont toujours l'être. Quarante ans plus tard, il y a encore l'importance de s'indigner », affirme Mélanie Sarazin.

Petites histoires des luttes

Si 2017 marque la 40e Journée internationale de la femme, les luttes féministes n'ont pas attendu 1977 pour être menées sur les continents américain et européen. En fait l'idée de consacrer une journée en l'honneur de la femme remonte au 28 février 1909, jour où est célébré le National Woman's Day à l'instigation du Parti socialiste d'Amérique. Puis, le 19 mars 1911, l'Internationale socialiste des femmes organise la première Journée internationale des femmes pour revendiquer le droit de vote des femmes et le droit au travail. S'en suivent chaque année des manifestations et des rassemblements.

En 1977, les Nations unies décrètent officiellement le 8 mars comme la Journée internationale des femmes, une journée pour les droits des femmes.

Cette année, il vaudra la peine de jeter un oeil chez nos voisins américains où le 8 mars ne risque pas de passer inaperçu. En effet, l'organisation Women's March, qui avait organisé une manifestation à Washington ainsi que dans plusieurs grandes villes des États-Unis au lendemain de l'élection de Donald Trump, lance un appel à une grève générale, *A day without a woman*, ou la journée sans femmes. À suivre...